

version provisoire mardi 17 heures

BELFORT

25 octobre 1988

PROJET DISCOURS de Pierre MAUROY

Mesdames,

Messieurs,

Mes Chers amis,

- En Nouvelle Calédonie, La violence écartée,
- En Nouvelle Calédonie, la paix retrouvée,
- En Nouvelle Calédonie, l'avenir à préserver,

C'est par ces deux constats et cette ambition que je veux
engager, ce soir, mon propos.

Ils permettent de mesurer le chemin parcouru depuis la réélection de François MITTERRAND et la nomination de Michel ROCARD.

La violence écartée ! qui n'en a conscience ? L'histoire récente de la Nouvelle Calédonie se limiterait au récit d'une confrontation entre deux communautés, confrontation de plus en plus vive, de plus en plus dramatique, de plus en plus pesante.

A lui seul, le nom d'OUVEA résume par le déchaînement des événements, le sang et la violence, le risque d'une guerre civile liée à une perte de contrôle de la situation.

Je ne veux ici en rappeler le souvenir que pour mieux marquer le contraste entre hier et aujourd'hui. L'histoire de la Nouvelle Calédonie n'est plus désormais celle d'une mortelle randonnée dans l'incompréhension et la violence.

La paix retrouvée | C'est un tout autre symbole. Cette poignée de mains historique entre deux hommes courageux, M. TJIBAOU et M. LAFLEUR à qui je veux, devant vous, rendre hommage.

Certes, tout les opposait, sauf l'essentiel : la conscience que la violence ne pouvait rien régler, que l'avenir de la Nouvelle Calédonie passait nécessairement par le dialogue entre les canaques et les caldoches.

Alors que tout se liguit contre la paix sociale en Nouvelle Calédonie, l'action du Président MITTERRAND, tout au long des dernières années, ses mises en garde solennelles, dès lors que l'on risquait de s'engager dans des voies de traverse, avait permis de sauvegarder les chances d'un règlement de la situation.

La Nouvelle Calédonie est devenue le premier dossier du gouvernement de Michel ROCARD. Celui qu'il fallait trafter

en priorité, parce que l'embrasement guettait, parce que le pire était devenu probable.

Les accords Matignon étaient un pari dont chacun doit mesurer le risque.

C'était un pari sur la sagesse, alors que partout l'irritation gonflait.

C'était un pari sur l'optimisme, alors que tout paraissait conduire à la tempête.

C'était un pari sur la conciliation, alors que les antagonismes avaient paru l'emporter tout au long des derniers mois.

C'était un pari sur la lucidité, alors que se déchainait le mastrum des aveuglements.

Bref, pour reprendre une expression populaire, la part du diable paraissait l'emporter sur la part de dieu.

Premier ministre, Michel ROCARD, eut donc à forger l'un des métaux les plus difficiles : un alliage contradictoire d'emportement, de crainte mutuelle, d'espoir dans l'avenir et de volonté de vivre ensemble.

J'ai retrouvé là une situation que j'avais moi-même connue comme Premier ministre. Mais une situation qui s'est exaspérée face au choc des événements et des incompréhensions.

Depuis 1986 nous vivons à des années lumière de l'état d'esprit des canaques. Nous le pressentions. Nous avions aussi pris nos distances avec les caldoches. Nous le savions moins. Nous l'avons découvert.

C'est pourtant dans ce contexte qu'ont pu être signés les

accords Matignon. En politique le compromis est rarement fruit du hasard. Il est la conséquence d'une longue ténacité, d'une volonté clairement exprimée, d'un projet susceptible à lui seul de galvaniser les énergies.

Gouverner c'est choisir, écrivait MENDES FRANCE. Michel ROCARD et son gouvernement ont choisi. Ils ont pris le risque de gagner. C'est dire qu'ils avaient aussi pris celui d'échouer.

Je veux ici, en votre nom rendre hommage au Premier ministre, au Ministre des DOM TOM et à tous les membres du gouvernement.

En votre nom je leur dis notre confiance. Ils ont porté au plus haut degré l'exigence de paix qui est celle des socialistes, qui est celle aussi de tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont fait de la démocratie le but le plus élevé de leur action.

Mais il est enfin une autre exigence : Celle de ne pas oublier, car oublier ce serait prendre le risque de recommencer. C'est donc à préserver l'avenir que nous devons aujourd'hui travailler.

L'avenir à préserver ! Tel est le sens du referendum auquel le Président de la République appelle les Françaises et les Français. Cet accord noué d'abord à Nouméa, concrétisé à Matignon, il faut maintenant lui donner la caution de la France, il faut le garantir dans le présent et dans l'avenir.

Seul un referendum pouvait donner la solennité nécessaire à cet engagement.

Après deux statuts déchirés par le fait de gouvernements reniant la parole de la France, il convenait de permettre à chaque Français de s'exprimer. Telle a été en tout cas la

Mais il est enfin une autre exigence : Celle de ne pas oublier, car oublier ce serait prendre le risque de recommencer. C'est donc à préserver l'avenir que nous devons aujourd'hui travailler.

L'avenir à préserver ! Tel est le sens du referendum auquel le Président de la République appelle les Françaises et les Français. Cet accord noué d'abord à Nouméa, concrétisé à Matignon, il faut maintenant lui donner la caution de la France, il faut le garantir dans le présent et dans l'avenir.

Seul un referendum pouvait donner la solennité nécessaire à cet engagement.

Après deux statuts déchirés par le fait de gouvernements reniant la parole de la France, il convenait de permettre à chaque Français de s'exprimer. Telle a été en tout cas la

volonté des deux communautés qui ont explicitement demandé le recours à la procédure du referendum.

Que réclament-ils ? La terre ferme, après la navigation à vue des dernières années. L'expression du peuple Français tout entier à l'égard des problèmes de Nouvelle Calédonie. La garantie pour dix années d'un déroulement ordonné de la procédure qu'ils avaient eux-mêmes arrêtée.

C'est donc par respect pour la volonté du peuple Néo-calédonien, toutes communautés confondues, que nous engageons ce soir à Belfort, devant vous, cette campagne en vue du referendum du 6 novembre prochain.

Nous l'engageons avec passion et conviction, parce que la France ne saurait rester absente de l'avenir des siens, parce que les Français doivent à leurs compatriotes de l'île lointaine du Pacifique l'attention et l'intérêt qu'ils portent à

chacun des problèmes de la Métropole.

Voilà pourquoi nous engageons ce soir le premier acte d'une bataille d'idées qui est aussi une bataille de mobilisation et un combat contre l'indifférence.

Une démocratie vivante, c'est une démocratie qui s'exprime.

Une démocratie vivante, c'est une démocratie qui a le courage d'affirmer ses positions pour l'avenir.

Une démocratie vivante, c'est une démocratie qui préfère le dialogue à l'affrontement.

Une démocratie qui s'exprime

C'est vrai, nous sommes aujourd'hui confrontés à un mouvement d'indifférence civique. Les taux de participation des dernières consultations marquent une progression sensible de l'abstention. Les sondages

traduisent un désintérêt de la politique. Et s'agissant du referendum à venir, une faible perception des enjeux liés à ce type de scrutin.

Ce problème nous devons l'aborder. On ne traite pas l'indifférence par l'indifférence.

Que nous disent les Français ? une bataille sans enjeu de pouvoir vaut-elle la peine d'être menée ? Pas d'enjeu de pouvoir, c'est mal dire quand il s'agit de la Nouvelle Calédonie. Mais enfin, nous nous comprenons. Le prochain referendum ne dessinera pas les contours d'une nouvelle majorité. Il ne portera pas adhésion à un projet gouvernemental. Est-ce pour autant que la politique y perdrait ses droits ?

Répondre oui, ce serait réduire la politique à une conception bien médiocre. Une bataille politique n'est pas nécessairement une bataille partisane. Notre combat a toujours été pour les idées avant d'être une lutte pour le

pouvoir.

Je prétends que c'est un langage que le peuple Français, qui tient sa philosophie politique du siècle des lumières est capable de comprendre. Il est normal que l'idéal démocratique rassemble, il est naturel qu'à faire oeuvre de paix on retrouve dans le même camp tous ceux qui pratiquent les vertus de la démocratie.

Cette reconnaissance qu'il existe des champs possibles de consensus constitue-t-elle une perte d'identité pour des socialistes ? J'affirme que non et je le dis d'autant plus fortement que je n'ai jamais omis de souligner des lignes de clivages idéologiques au sein de la société française. Et que je continuerai car il existe une droite et une gauche. Elles peuvent s'accorder sur un projet particulier. Mais il continuera à y avoir une droite et une gauche.

Nous nous attendions, à ce que l'appel au referendum soit entendu par l'ensemble des partis démocratiques du

pays. Il l'est, c'est vrai, par la majorité d'entre eux. Il manque cependant une des grandes formations politiques et nous le déplorons.

Une démocratie qui affirme ses positions pour l'avenir

Il y a quelques mois, un homme politique exprimait son regret devant l'absence de referendum tout au long de deux septennats consécutifs. Il ajoutait : Je crains que la procédure du referendum auquel le Général de Gaulle avait donné ses titres de noblesse ne tombe en désuétude.

Pour être précis, je souligne que cette déclaration date de mars 1988. Elle a été faite à l'un de nos hebdomadaires les plus importants.

De qui sont ces propos péromptoirs? Vous l'avez sans doute deviné, mais permettez-moi de garder quelque temps le silence sur le nom de ce responsable. Le temps seulement d'examiner avec vous l'étonnante contradiction

que révèle la position, il est vrai difficilement élaborée, du RPR à l'égard du referendum.

Si la notion de masse critique existait en politique, je pense qu'en matière de paradoxe, de sinuosité, de zig-zag, de contradiction, le RPR aurait depuis longtemps atteint un point de non retour.

L'appel à l'abstention que le RPR vient de lancer, comme une sorte d'acquiescement à l'indifférence civique, constitue une responsabilité grave, en tant que telle et bien plus encore lorsque l'on sait quelles sont les responsabilités particulières de ce parti en Nouvelle Calédonie.

Sans doute les historiens s'étonneront-ils un jour de la légèreté avec laquelle les instances du RPR ont pu laisser au bord du chemin ceux qui, comme M. LAFLEUR, ou M. UKEIWE, souhaitent convaincre leur propre parti, que la situation en Nouvelle Calédonie exigeait que l'on fasse taire,

ne fut-ce qu'un moment, les préoccupations partisans au sein d'une organisation qui a depuis longtemps perdu tout cap précis.

Le RPR n'a pas hésité un seul instant à sacrifier sa doctrine à son intérêt à court terme. Car c'est de cela qu'il s'agit : Eviter de se compter pour figurer dans la masse des abstentionnistes. Eviter de mener un débat courageux vis-à-vis du front national. Eviter de trancher au plan interne d'une question difficile et conflictuelle.

La non participation du RPR n'est active que dans la mesure, où il s'agit de se précipiter pour colmater les brèches largement ouvertes au sein du RPR depuis la dernière élection présidentielle.

L'auteur des propos précédents, c'était bien sûr M. CHIRAC. C'est lui qui regrettait l'absence de referendum. Il le regrettait, au nom d'une tradition gaulliste à laquelle il tente de plus en plus vainement d'ailleurs d'associer son

nom.

Ce soir, je veux dire à M. CHIRAC, avec solennité, qu'en cherchant à se tirer d'embarras lui-même et son parti ne plongent la France entière dans un embarras plus grand encore.

Confrontée à une montée de l'abstentionnisme, la France n'avait pas besoin qu'on l'entraîne sur le chemin du refus de la politique qu'elle n'avait que trop tendance à emprunter.

J'appelle les électrices et les électeurs du RPR à faire jouer, dans ce domaine, leur clause de conscience.

Ils iront aux urnes ce jour-là parce que gaullistes ils peuvent moins que tout autre abdiquer leur conscience civique devant les petits intérêts d'un parti politique, fut-il le leur.

Poursuivre dans la voie ouverte par M. CHIRAC, c'est pour le RPR accumuler les contradictions les plus évidentes et en définitive, utiliser des armes qui ne manqueront pas de se retourner contre ceux-là même qui les utilisent?

Que dire de cette argumentation d'une démagogie rarement atteinte que vient d'employer M. JUPPE? Confondant financement des partis politiques, financements des campagnes électorales, deux rubriques d'une loi votée à l'initiative de M. CHIRAC, le secrétaire général du RPR s'inquiète du montant des dépenses liées à l'organisation des élections.

Ainsi, le coût de la démocratie serait insupportable pour l'économie française. Rarement pareille polémique aura été atteinte dans une démocratie. Il est vrai que la démocratie a un coût, celle du fonctionnement des institutions, de l'entretien des élus, et de l'organisation des consultations. Et c'est bien grâce à cette conquête des moyens de la démocratie que celle-ci, depuis deux siècles,

a pu s'imposer. Que M; JUPPE réfléchisse au coût des dictatures. Il ne se mesure pas en millions de francs dépensés. Il se mesure par la quantité de sang et de larmes inutilement gaspillés, par l'impuissance à construire l'avenir, par la perte des chances d'un pays tout entier.

Un grand écrivain Français l'a traduit pas une formule d'une grande intensité : Mozart assassiné.

Plus grave encore est cette volonté qui transparait dans les propos des responsables du RPR de ne pas vouloir tenir compte des résultats du referendum. La politique d'huile sur le feu a provoqué trop de drames pour que l'on tolère de pareilles attitudes.

Pourra-t-on jamais construire en Nouvelle Calédonie si l'on admet pas au moins de bâtir sur des fondations communes?

Cette abstention active que préconise le RPR, c'est un déni de justice à l'égard des populations canaques et caldoches. La suivre ce serait le signe du désintérêt de la France. Et cette indifférence là où nous en sommes rendus, serait en fait mépris. C'est la raison pour laquelle nous appelons les Français à voter pour l'avenir.

Privilégier le dialogue contre l'affrontement

Oui, il faut voter. Et naturellement il faut voter oui. Seul aujourd'hui le front national se réclame du non, sur la base d'une confusion volontairement entretenue. Voter pour l'accord ce serait voter pour l'indépendance a dit M. LE PEN, au mépris de toute vraisemblance

Il serait facile d'invoquer la lettre des textes. Il serait facile de lui opposer la conviction de MM. LAFLEUR et UKEWE, facile de lui opposer les engagements du Premier ministre.

Est-ce vraiment utile. Les hommes et les femmes de Nouvelle Calédonie ne seront pas dupes, car ils voient bien, qu'en se réclamant du "non" pour Nouméa, le front national poursuit sa croisade pour l'extrémisme et le racisme, et n'a en vue ses propres positions qu'à Paris ou à Marseille.

Qui peut douter que les Français massivement ne privilégient le "oui" ? Ils le font d'abord par souci de solidarité et de justice. Il faut rétablir en Nouvelle Calédonie des équilibres économiques et sociaux qui ont trop longtemps été malmenés...

Le Premier ministre dira tout-à-l'heure quelle est l'architecture de l'édifice qu'il a voulu construire, il nous dira sa volonté de gérer dans le temps pour économiser les tensions.

Nous n'appelons pas seulement les Français à faire un acte juridique, nous les appelons à faire un acte d'espoir.

Quelques îles là-bas au sein d'un pacifique de plus en plus convoité parce que de plus en plus décisif pour les équilibres mondiaux, réclament à la France une attention et un esprit nouveau.

La tradition de la France va dans ce sens. Déjà en 1956 une loi cadre élaborée par Gaston DEFFERRE marquait sa volonté d'accompagner de mesures concrètes un grand mouvement d'autodétermination. L'époque et le contexte étaient bien différents. Mais l'esprit était le même. Il s'agissait du respect de l'autre, même et surtout lorsque les convictions étaient antagonistes.

Toujours, les socialistes se sont trouvés à la croisée des chemins quand il s'agissait de mettre en vigueur de telles politiques.

Toujours, ils ont choisi le mouvement contre le blocage, source de violence.

Voici le grand mouvement de l'histoire au sein duquel nous nous situons. Je ne crois pas que le referendum sur

la Nouvelle Calédonie marque la fin d'un large mouvement que nous avons connu depuis 20 ans : celui de la décolonisation.

J'ai au contraire la conviction que le problème qui nous est posé est de nature totalement nouvelle: Au sein d'une évolution mondiale caractérisée par les interdépendances la diversité sera de plus en plus la règle.